



100 FCFA

www.adiac-congo.com

N°1855 MARDI 29 OCTOBRE 2013

Agro-industrie

La Malaisie investit dans la palmeraie à Mokeko



Les véhicules de la société Eco-Oil Énergie. (© DR)

La société malaisienne, Eco-Oil Énergie, spécialisée dans la production d'huile de palme et ses dérivés, s'est engagée à relancer les activités de la Régie nationale des palmeraies du Congo située à Mokéko, dans le département de la Sangha, pour un coût de 350 milliards FCFA.

Le contrat de concession entre Éco-Oil Énergie et le gouvernement congolais, signé en juin dernier, permettra à la société malaisienne d'exploiter, à terme, 50.000 hectares de plantations et de créer quelque 5000 emplois directs et indirects dont, 90% réservés aux nationaux. « Nous sommes là pour faire revivre notre Sangha. Faire du Congo un berceau régional africain et mondial. Notre contribution consistera à mettre sous pied un label économique de finances. Nous restons engagés dans la protection des écosystèmes, la promotion des valeurs du sol, et l'agroéconomie durable », a déclaré le directeur général d'Éco-Oil Énergie, Salifou Lamaro.

Page 3

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS met en place des nouveaux outils sur la planification familiale

À la faveur d'un atelier axé sur les bonnes pratiques en santé publique, l'Organisation mondiale de la santé zone Afrique (Oms-Afro) a annoncé son appui en faveur des pays du continent, dans le domaine de la planification familiale. Ces nouveaux outils visent à réduire la transmission du Vih-Sida de la mère à l'enfant tout en renforçant les droits des populations dans le choix du nombre d'enfants souhaités en tenant compte de l'espacement des naissances.

Page 7

ÉDITORIAL Pédagogie

Page 2

Vie des partis

Démission collective à l'UDR-Mwinda

Une trentaine des membres du bureau politique et du conseil national de l'Union pour la démocratie et la République (UDR-Mwinda) dont l'ancien vice-président, Dominique Basseyla, ont décidé de quitter le navire pour « non respect » des principes démocratiques par l'actuel président qui, selon eux, a engagé le parti dans une stratégie conduisant à la ruine et à la désolation. Pour Dominique Basseyla, vice-président, ce retrait en toute responsabilité de ces

dirigeants est guidé par les valeurs léguées par le président fondateur de ce parti, André Milongo qui, dit-il, n'avait jamais voulu pratiquer la politique de la chaise vide. Parmi les griefs reprochés au président du parti, Guy-Romain Kinfoussia, on note, entre autres, la « dérive dictatoriale et totalitaire » qui entraverait, précisent les démissionnaires, la liberté d'expression et l'exercice réel de la démocratie au sein du parti.

Page 2

ZONE FRANC

Les assureurs échangent sur l'avenir du secteur à Brazzaville

Les responsables de la Fédération des sociétés d'assurances et des droits nationaux africains (Fanaf) débattent, dans la capitale congolaise, de la nécessité d'harmoniser le Code des assurances pour mieux faire participer ce secteur dans les économies des États membres. Au cours de leur 18ème réunion qui s'est ouverte hier, la Fnanf en tant qu'organisation de coordination des marchés de la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale envisage de jeter les bases d'une meilleure coordination de leur action.

Page 3

ÉDITORIAL

Pédagogie

Il est bien évident que lorsqu'un pays a réussi, au prix de grands et douloureux efforts, à remonter la pente, la tentation devient forte pour ceux et celles qui le gouvernement de lever le pied en écoutant les sirènes qui les incitent à moins de rigueur. Chez nous, au Congo, cette tentation se fait d'autant plus forte dans le moment présent que, sur le plan politique, des échéances majeures approchent, comme chacun sait.

Lâcher du lest après quinze années d'austérité permettrait, en effet, de tirer un grand profit du patient travail accompli pour reconstruire notre pays et faciliterait sans nul doute la tâche des élus de la majorité présidentielle qui devront dans quelques mois convaincre à nouveau les électeurs de voter pour eux. Mais un tel changement aurait peut-être – aurait certainement, diront certains – pour conséquence immédiate d'inverser le mouvement qui projette en avant le Congo. Et c'est pourquoi il convient de bien réfléchir avant de céder à la facilité en ouvrant les cordons de la bourse.

Ne nous faisons pas d'illusion, en effet : si les feux se sont mis au vert sur la route, le « chemin d'avenir », que nous suivons depuis la fin de la guerre civile, ils peuvent très vite redevenir orange ou rouges. Il suffit pour cela que les dépenses publiques s'accroissent de façon déraisonnable à la grande satisfaction de la population et que s'inverse du même coup le jugement favorable que la communauté internationale porte sur l'économie congolaise. Survenant alors que le Congo fait à juste titre de sa « notation » l'un de ses objectifs prioritaires, un tel retournement aurait des conséquences fâcheuses.

La seule voie que les autorités de notre pays doivent suivre est donc, de façon très évidente selon nous en tout cas, celle sur laquelle il avance depuis le début des années 2000. Mais cela suppose qu'une campagne d'information soit lancée à l'échelle nationale afin d'expliquer aux Congolaises et aux Congolais pourquoi le temps n'est pas venu de céder à la facilité. Car si rien n'est fait dans ce sens, l'incompréhension ne manquera pas de grandir au fil des mois avec son inévitable cortège de frustrations, et le pouvoir alors aura le plus grand mal à justifier ses choix. Plus que jamais, la pédagogie devrait être perçue comme un instrument politique.

Les Dépêches de Brazzaville

U.D.R.-MWINDA

Une vingtaine de membres quittent le navire



Une vue des démissionnaires

Le groupe de démissionnaires est dirigé par le premier vice-président, Dominique Basseyla. À la faveur d'un point de presse tenu le 28 octobre à Brazzaville, ils ont décidé de mettre fin à leurs activités au sein de l'Union pour la Démocratie et la République (U.D.R.-Mwinda), actuellement dirigée par Guy Romain Kinfoussia. Pour cette frange, le non respect de la politique du parti telle qu'arrêtée par les instances dirigeantes fait partie des griefs reprochés au président du parti. Cette démission collective, a déclaré Dominique Basseyla, n'est en réalité que la manifestation de la volonté des cadres de quitter les rangs d'une formation politique qui, depuis le 1er congrès ordinaire d'avril 2008, n'a jamais eu de vision politique claire, voguant au gré des vents et des événements et fondant son action sur des opportunités que lui offre la vie politique nationale.

Dans sa déclaration, le premier vice-président de l'U.D.R.-Mwinda a motivé leur décision : le refus de la concertation politique nationale de Dolisie ; la demande faite aux militants de boycotter le recensement administratif spécial, etc. Pour ce groupe de démissionnaires, l'actuel président de l'U.D.R.-Mwinda a engagé le parti dans une stratégie suicidaire.

Autres griefs à Guy Romain Kinfoussia : la dérive dictatoriale et totalitaire qui entrave la liberté d'expression et l'exercice réel de la démocratie ; l'immixtion de certains alliés dans la bonne conduite des affaires du parti ; la perte de l'essence et de l'originalité du parti qui a cessé d'être un parti du centre ; la gestion opaque des finances.

Jean-Jacques Koumbemba

VIE DES PARTIS

L'UMP appelle à un gouvernement de large ouverture

Dans une déclaration rendue publique le 25 octobre à Brazzaville, le président de l'Union pour le mouvement populaire (UMP), Elvis Tsalissan Okombi, a invité le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, à tenir un discours d'orientation générale sur les valeurs de réconciliation et d'apaisement à l'approche de la Journée de la République célébrée le 28 novembre.

Il a fustigé l'absence de communication en s'appuyant sur l'incursion de l'armée angolaise. Pour l'UMP, le silence de l'exécutif a laissé « ainsi libre cours aux poli-

tologues, à certains médias, à l'homme de la rue et aux manipulateurs sur Internet d'informer le peuple »

Rappelant la tenue des concertations politiques au Congo depuis 2009, notamment à Brazzaville, Éwo (dans la Cuvette-Ouest) et Dolisie (dans le Niari), Elvis Tsalissan Okombi a recommandé à l'exécutif d'organiser une concertation à l'image de celle de la RDC en impliquant les cadres de la majorité, de l'opposition, du centre, et de la société civile.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisele Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassa, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Disso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouhoutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignat, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispaïn Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericcongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

POINTE-NOIRE

La SNE dément la rumeur d'incendie du transformateur de Songolo

Depuis quelques jours, Pointe-Noire est traversée par une rumeur qui fait état d'un incendie qui aurait ravagé l'un des postes du transformateur de Songolo, dans le cinquième arrondissement, Mongo-Mpoukou. Le directeur départemental de la Société nationale d'électricité (SNE), Marie Joseph Opoumba, s'est rendu le 27 octobre sur le terrain pour constater la situation.

« Comme vous pouvez le constater vous-mêmes, ce transformateur n'a jamais pris feu comme cela est spéculé par certains internautes à travers des réseaux internet », a indiqué l'un des responsables de la délégation qui accompagnait le directeur départemental.



Vue intérieure du transformateur électrique de Songolo

Makolo Appolinaire et Gatsé Ngakosso Giscad, respectivement chef de la maintenance et de la conduite du réseau au service technique de distribution de la

zone C au transformateur de Songolo de la SNE, ont expliqué qu'il s'agissait d'une manipulation de l'opinion sur les réseaux sociaux. Cette désinformation vise à ruiner

à la fois les efforts du gouvernement de la République et le travail effectué par les agents de la SNE pour l'amélioration de la qualité des services dans le département de Pointe-Noire. « Vous constatez vous-mêmes qu'il n'existe aucune anomalie électrique à signaler, liée au fonctionnement de ce poste : les habitations environnantes et une autre partie de la ville desservie par ce poste sont convenablement alimentées en électricité », ont-ils déclaré.

Des propos soutenus par Yvon Magloire Makosso et Jeannette Tchibinda, deux habitants du quartier Songolo abordés par la presse sur les lieux. Ils ont indiqué que depuis sa mise en fonction, il y a plusieurs années, il n'y a jamais eu d'incendie à ce transformateur

électrique. « Au contraire, la réhabilitation du poste, intervenue il y a trois ans, a été un grand soulagement pour les populations de Songolo en particulier et d'autres parties de la ville en général », ont-ils affirmé.

Ce transformateur de moyenne tension alimente le quartier Songolo et une grande partie du centre-ville. Il est en fonction depuis 1982 et a été réhabilité en 2010. Il fait partie des cinq installations dont dispose la ville, auxquelles s'ajoutent cinq postes de haute tension. Ce poste est composé de deux transformateurs d'une capacité de 630 KVA, il comporte une dizaine de départs électriques et un dispositif de répartition de 20 kilovolts.

Séverin Ibara

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Vingt acteurs ont croisé leurs expériences

L'initiative est venue du Programme Concerté Pluri-acteurs (PCPA) à travers un atelier qui a regroupé notamment les animateurs de la cellule exécutive du PCPA, les directeurs départementaux et communaux des affaires économiques et de l'aménagement du territoire, venus des départements de Brazzaville, de la Bouenza ; de la Cuvette ; du Niari ; des Plateaux ; de la Sangha et de Pointe-Noire.

Cette formation avait comme thème : « Développement local au Congo-Brazzaville : essai de compréhension, expérience en cours et articulation avec la décentralisation ». À travers cette formation, le PCPA vise à renforcer de façon significative les connaissances de tous les

acteurs du développement local, en les dotant des connaissances adéquates, afin de leur permettre de mieux assurer leurs responsabilités dans l'accompagnement des acteurs du développement local.

De manière spécifique, la formation organisée aidera les participants non seulement à comprendre les objectifs du développement local, ainsi que son articulation avec la décentralisation au Congo, mais surtout à maîtriser les différentes étapes contenues dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan du développement local. Elle permettra également aux participants d'approfondir et de partager les expériences en matière de développement local, de proposer une démarche

sur la question, en leur donnant de nouvelles connaissances dans la conduite des concertations locales.

« Nous avons appris ce qu'était le développement local, dans quel cadre il s'inscrivait, quelles étaient les différentes étapes de la mise en œuvre d'un plan de développement local. Nous avons également échangé les uns avec les autres pour savoir si les plans de développement locaux existaient dans nos différents départements et communes. Nous avons eu ainsi des informations sur ce qui se fait actuellement sur le développement local au Congo », a précisé la coordonnatrice du PCPA-Congo, Olga Kabanabanza.

Firmin Oyé

ASSURANCES

L'avenir du secteur en débat à Brazzaville

Les responsables de la Fédération des sociétés d'assurances et des droits nationaux africains (Fanaf) examinent, au cours de leur 18e réunion qui s'est ouverte le 28 octobre, les préoccupations auxquelles sont confrontées les sociétés d'assurances sur les différents marchés où elles opèrent.

Le regard des experts sur le marché note des problèmes de réglementation survenus à la suite du changement du Code des assurances. La sécurité routière et le comportement des conducteurs font aussi partie des difficultés en matière d'assurance automobile. Présentant les données chiffrées du marché congolais enregistrées en 2012, la directrice générale des Institutions financières nationales, Ingrid

Ebouka, a indiqué que le Congo comptait présentement six compagnies d'assurances. Quatre d'entre elles s'occupent des dédommagements matériels (non-vie) et deux sociétés d'assurances Vie. Elles revendiquent un chiffre d'affaires global de 57 990 678 725 FCFA avec 14 milliards FCFA de paiement de sinistres, soit 13 608 015 631 pour les dommages des biens et 463 261 884 FCFA pour la vie.

Organisation de coordination des marchés de la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la Fanaf a pour objectif, entre autres, de défendre les intérêts de la profession d'assureur, de la vulgariser et d'établir des relations professionnelles entre les sociétés

membres.

Les débats sont également axés, entre autres, sur l'examen et l'adoption du compte rendu de la conférence annuelle des marchés de 2012 ; le rapport d'étape du bureau exécutif sur les activités de 2013 ; une communication du marché burkinabé sur les préparatifs de l'assemblée prévue en février 2014 à Ouagadougou ; enfin, une communication concernant les tendances de la réassurance.

En marge de cette 18e réunion qui s'achève le 30 octobre, se tiendra un séminaire de renforcement des capacités à l'endroit des directeurs généraux de la Fanaf sur le thème : « Management stratégique d'une société d'assurance ».

Lopelle Mboussa Gassia

SANGHA

350 milliards pour relancer la filière du palmier à huile

Cette mobilisation financière permettra à Eco-Oil Énergie, une société malaisienne, d'implanter des usines de transformation, de conditionnement du produit fini, et de construire des bases vie.

La cérémonie de lancement des activités de cette société agro-industrielle a eu lieu le 26 octobre à Mokéko, dans le département de la Sangha, en présence du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Rigobert Maboundou.

plais directs et indirects, dont 90% de nationaux. Selon les termes de la convention de concession, sont prioritaires les ex-employés de Sangha Palm et de la RNPC. « Nous sommes là pour faire revivre notre Sangha, faire du Congo un berceau régional africain et mondial. Notre contribution additionnelle consistera à créer un label économique. Nous restons engagés dans la protection des écosystèmes, la promotion des valeurs du sol et l'agroéconomie durable », a dé-



Rigobert Maboundou sur un tracteur

Née des cendres de la Régie nationale des palmeraies du Congo (RNPC) et de Sangha Palm, Eco-Oil Énergie se spécialisera dans la production d'huile de palme et de ses dérivés. Les usines de traitement des récoltes de noix de palme, de stockage du produit ainsi que des unités de production de savon et de margarine sont également prévues. Implantée également à Kunda, dans la Cuvette, et à Etoumbi, dans la Cuvette-Ouest, Eco-Oil Énergie s'est fixée pour objectif de faire des plantations à grande échelle pour une transformation industrielle du palmier à huile. Il s'agira de mettre en place de nouvelles chaînes de production d'huile de palme, de commercialiser les produits finis et semi-finis, de développer les énergies renouvelables (biomasse et biocarburant), d'assurer la formation dans divers secteurs types, ainsi que l'import-export.

50.000 hectares de plantations à développer

La société entend accompagner le gouvernement dans sa politique de l'emploi et ambitionne de recruter 5 000 salariés en em-

claré le directeur général d'Eco-Oil Énergie, Salifou Lamaro.

Pour rappel, la société bénéficie d'un contrat de concession depuis le 11 juin dernier. « À compter d'aujourd'hui, la localité de Mokéko va apprendre à redevenir un pôle agro-industriel. L'agro-industrie est aussi l'âme du développement agricole et Mokéko, retenu comme zone économique spéciale, peut s'articuler autour des activités de production des plus-values mettant en valeur le puissant potentiel agro-écologique local. Le gouvernement sera toujours aux côtés d'Eco-Oil Énergie Congo pour relever le défi de la production alimentaire, le défi du capital humain et de la formation et le défi de l'emploi », a déclaré le ministre de l'Agriculture et l'Élevage, avant de visiter le parc d'engins agricoles de la société.

Au cours de la cérémonie, les ex-travailleurs des sociétés Sangha Palm et RNPC n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction et leur détermination à œuvrer ensemble pour la réussite de ce projet.

Josiane Mambou Loukoula



AVIS DE RECRUTEMENT

**DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
MUTUELLES CONGOLAISES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT**

Ce poste est basé à Brazzaville.

La commission de recrutement ne prendra en compte que la candidature répondant aux critères exigés.

Le candidat sélectionné sera informé par téléphone.

QUALIFICATIONS

- Minimum d'un Bac + 5 en Droit social ou Ressources Humaines.

EXIGENCES ET EXPERIENCE

- Justifiez d'au moins cinq (5) ans dans une fonction similaire
- Être rigoureux (se), autonome et capable de gérer les priorités.
- Faire preuve d'initiative, d'anticipation et de discrétion nécessaire à la fonction.

MISSION DU POSTE

Sous l'autorité immédiate du Directeur Général, il sera responsable de l'organisation, de l'animation et du management en GRH de 520 salariés (siège et réseau) répartis sur l'ensemble du territoire national :

- Définir des politiques RH en accord avec la stratégie MUCODEC et accompagner les acteurs dans leurs déploiements,
- Assurer la conformité de la réglementation (sociale, fiscale, conventionnelle) dans les actes de gestion MUCODEC (Paie, Administration du personnel, gestion des temps, formation professionnelle),
- Produire les déclarations et documents obligatoires sur les domaines réglementés (Paie, Administration du personnel, gestion des temps, formation professionnelle),
- Piloter les budgets (masse salariale et formation),
- Veiller à la conformité au Droit social et au Droit du travail, en relation avec la mission de production,
- Adapter l'entreprise à ses nouvelles obligations dans le domaine de la responsabilité sociale et du développement durable,
- Développer la prospective RH auprès du Comité de direction,
- Déployer des politiques d'engagement des collaborateurs et de professionnalisation des managers,
- Développer les talents, l'employabilité des collaborateurs et les compétences individuelles et collectives,
- Ré-adresser en termes RH, auprès de tous, les évolutions d'orientations politiques de l'entreprise.

Les candidats devront adresser au plus tard le **10 Novembre 2013**, leur dossier de candidature comprenant un curriculum vitae avec photo, une lettre de motivation, les copies légalisées des diplômes à partir du BAC, à la **Direction Générale des MUCODEC, Sise boulevard Denis Sassou N'Guesso BP : 13.237 - Téléphone : 06 987 90 00 – 05 547 90 00 Brazzaville** ou par **E-mail: secretariat.dg@mucodec.com**. La commission de recrutement se réunira par la suite, chaque candidature sera étudiée avec soins et toutes les informations confidentielles respectées.



RECHERCHE CONSULTANTE EN COMMUNICATION

Dans le cadre de son extension, le cabinet dentaire SEMINET recherche une consultante en communication bilingue possédant des compétences solides en expression orale et écrite, ainsi que dans l'utilisation de l'outil informatique (Word, PowerPoint et Excel). Elle devra être dynamique et proactive, capable de rendre compte de façon pertinente et de s'organiser.

La candidate est invitée à déposer sa lettre de motivation et son CV avec photo au cabinet dentaire SEMINET sis au 2^{ème} étage de l'immeuble CNSS, au-dessus de la pharmacie Mavré ou à l'envoyer à l'adresse email suivante : secretariat@cdseminet.com.

Tél : 06 683 15 14 / 05 551 42 96.

**Brazzaville
Cotonou**
via Pointe-Noire

A partir de
211 450 FCFA TTC
Aller-retour
3 vols par semaine
Lundi, Mercredi et Vendredi

Vol	Provenance	Heure de départ	Heure d'arrivée	Destination
LC 113	Brazzaville	09:05	10:00	Pointe-Noire
LC 451	Pointe-Noire	11:30	14:15	Cotonou
LC 452	Cotonou	15:15	18:05	Pointe-Noire
LC 105	Pointe-Noire	19:40	20:35	Brazzaville

ECAir
www.flyeca.com - Relations clients : 243 00 500 509 (1 ligne)
24 24 24 24 24 24 (Brazzaville) - 05 547 90 00 (Brazzaville) - 05 547 90 00 (Cotonou)

SANTÉ PUBLIQUE

Des opérations du cœur prévues à Brazzaville

La Chaîne de l'Espoir organise, du 2 au 9 novembre, à Brazzaville, sa première mission de chirurgie cardiaque au Congo. Une dizaine de petits patients, sélectionnés par les médecins de l'antenne locale et le Pr Alain Deloche, vont bénéficier de ces opérations, indique le communiqué de presse de cette ONG.

Cette semaine d'opérations du cœur, une première dans l'histoire du Congo, sera menée par le Dr Daniel Roux et une équipe complète du centre hospitalier universitaire (CHU) Rangueil de Toulouse (France). Pour mener à bien cette mission, La Chaîne de l'Espoir compte sur le CHU de Brazzaville, récemment rénové, qui dispose désormais de blocs opératoires, de salles de réanimation, de réveil et de stérilisation équipées de matériel neuf. Cette mission à cœur ouvert, souligne le même document, est aussi une première symbolique : « Elle préfigure ce que sera le futur "hub" du cœur de Brazzaville. Projet mené par La Chaîne de l'Espoir et soutenu par les plus hautes autorités congolaises, ce centre permettra la prise en charge des maladies cardiaques congénitales et des maladies cardio-vasculaires qui, avec l'évolution des conditions de vie moderne, figurent parmi les premières causes

de mortalité en Afrique. »

Selon La Chaîne de l'Espoir, l'Institut du cœur de Brazzaville va ainsi devenir un centre de référence pour toute la sous-région. « Il apportera les connaissances et les compétences nécessaires à la pratique de la chirurgie cardiaque et de la cardiologie interventionnelle à travers des programmes de formation spécialisés pour le personnel médical du Congo. »

Créée en 1994 par le professeur Alain Deloche, La Chaîne de l'Espoir intervient dans plus de trente pays pour offrir un accès à des soins de haute qualité et à l'éducation aux enfants les plus démunis. Elle est présente au Congo-Brazzaville depuis plusieurs années où, en partenariat avec la Fondation Congo-Assistance, elle transfère des enfants en attente d'opération en France. Au total, 450 enfants ont bénéficié de cette prise en charge. Les organisateurs entendent maintenir cette activité en parallèle des missions opératoires qui seront planifiées sur place. Rappelons que le Dr Daniel Roux a rejoint cette ONG il y a treize ans. Il a effectué, au cours de ces nombreuses missions, les premières opérations à cœur ouvert de l'histoire en Afghanistan en 2006 et en Haïti en 2011.

Parfait Wilfried Douniama

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Les méfaits du tabagisme expliqués aux commandants des unités

L'atelier sur la lutte antitabac dans les Forces armées congolaises (FAC) a réuni les commandants d'unités de la garnison de Brazzaville. Il s'est achevé le 25 octobre à l'hôpital central des armées Pierre-Mobengo. Pendant deux jours, les participants ont été éduqués sur les méfaits du tabagisme. Au cours de cette session, les thèmes développés ont porté successivement sur les effets nocifs du tabagisme actif et passif ; la vie ensemble sans tabac ; le contenu de la convention de l'OMS pour la lutte antitabac et de la loi relative à la lutte antitabac au Congo. À l'issue de cette formation, les participants seront capables de vulgariser la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et la loi relative antitabac au Congo ; informer leurs subordonnés sur les effets nocifs du tabagisme et sur les dangers du marketing de l'industrie du tabac. « Nous avons participé à cet atelier qui était très important pour nous dans la mesure où vous savez qu'au sein des FAC beaucoup de jeunes consomment du tabac, et nous avons reçu les enseignements pour lutter contre ses méfaits », a reconnu le chef de corps du bataillon de commandement de service et de sécurité du grand quartier géné-

ral des FAC, le colonel Pépin Oyenga. Et d'ajouter : « Au cours de cette session, nous avons retenu les méfaits du tabac, surtout pour notre troupe qui est appelée à combattre. Et nous avons noté aussi qu'on peut vivre sans tabac. Et c'est ce que nous allons enseigner à notre troupe. Le souhait serait que ce genre d'atelier se multiplie, surtout à l'intérieur du pays. Il ne faudrait pas que cela ne concerne que Brazzaville. »

Rappelons que le tabagisme est la plus importante épidémie évitable que doit affronter la communauté sanitaire. Il est l'un des fléaux les mieux connus par les scientifiques, mais malheureusement il continue à faire beaucoup de victimes. Le tabac est le seul produit de consommation qui tue les consommateurs et les non-consommateurs. La plupart des gens ignorent l'importance des méfaits du tabagisme, même s'ils sont conscients, dans une certaine mesure de sa nocivité. La cérémonie de clôture était présidée par le médecin lieutenant-colonel Alexis Mourou Moyoka, directeur de l'hygiène publique et de la santé et de la promotion de la santé.

Guillaume Ondzé

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA CANNE BLANCHE

Les aveugles de Pointe-Noire appellent au respect de cet instrument

« La canne blanche est l'instrument d'orientation des aveugles et non une canne magique comme le pensent certaines personnes », a lancé la représentante de l'Union africaine des aveugles pour l'Afrique centrale, Thérèse Kamango, lors de la célébration différée de cette journée, le 26 octobre, par la Fraternité chrétienne des aveugles du Congo section Pointe-Noire.

Décrétée le 15 octobre 1980 par les Nations unies lors de la Décennie internationale de la

gles. »

La canne blanche n'est pas une canne magique. Venue de Brazzaville pour participer à cette fête, la représentante de la FCAC, Thérèse Kamango, a indiqué que la canne blanche était l'œil du non-voyant. « La canne blanche est un instrument de mobilité... C'est pourquoi nous interpellons la communauté tout entière, les institutions judiciaires, les automobilistes, les usagers de la route à donner les moyens de vulgariser cette canne blanche à Pointe-Noire



Les participants à la journée

personne handicapée, la Journée internationale de la canne blanche a été célébrée cette année sur le thème : « Vulgarisation de la canne blanche ».

La cérémonie a été célébrée dans la paroisse Saint-Jean-Bosco dans le troisième arrondissement, Tié-Tié. Dans son message, le président

« La canne blanche est un instrument de mobilité et c'est elle qui nous oriente à découvrir les obstacles qui sont devant nous.

Ce n'est pas une canne magique comme le pensent certaines personnes. »

de la Fraternité chrétienne des aveugles du Congo (FCAC), Noël Makounga, a engagé la communauté congolaise à respecter toute personne avec une canne blanche et a lancé un cri du cœur aux autorités policières et civiles à les aider dans leur combat.

« Je demande à toute la communauté congolaise d'être sensible à toute personne qui se promène avec la canne : elle a toujours besoin du secours d'un voyant », a-t-il souligné, et de poursuivre : « J'aimerais que tous les non-voyants aient une canne mais les conditions ne leur permettent pas. Les autorités devraient prendre à cœur notre doléance pour faciliter la liberté de se mouvoir des aveu-

et dans les autres départements. »

Cette journée a permis aux aveugles de s'exprimer à travers leur orchestre venu de Brazzaville, dont le pianiste, Sydney Massamouna, est également aveugle. Dans le premier titre, les deux chanteurs ont appelé les automobilistes et les voyants à respecter la canne blanche : « Toi, chauffeur, regarde cette canne, c'est le symbole du non-voyant, laisse-moi passer ! » Dans le deuxième intitulé Solution, ils ont sollicité l'aide de bienfaiteurs : « Perdre la vue n'est pas perdre la vie. Un cri d'alarme aux autorités, nous sommes capables d'entrer au studio et de composer des chansons éducatives, vous êtes notre solution. » Dans le dernier titre, ils ont rendu hommage à Louis Braille, créateur du système d'écriture tactile à points saillants, qui leur a redonné le sens de la vie sans la vue : « Avec l'écriture, nous avons des bacheliers, des magistrats, des journalistes. En vérité, nous vous le disons aujourd'hui, les aveugles sont comme les autres, ils ont une place dans la société. » Le représentant du directeur des Affaires sociales a, quant à lui, félicité la FCAC qui œuvre inlassablement depuis des années en faveur des handicapés en général et des aveugles en particulier. Le gouvernement a besoin de l'apport des partenaires sociaux pour que cette dynamique soit poursuivie dans le temps et l'espace.

Charlem Léa Legnoki

www.facebook.com/airtelcongo

NOUVEAU

à chacun sa carte Internet 3G

Recharge plus facilement ton compte internet 3G

airtel internet

Pour consulter ton solde, compose *131*7#

Pour plus d'infos, appelle le 141

VIE ASSOCIATIVE

Les travailleurs de l'agriculture et des forêts font le bilan de leur mutuelle

La Mutuelle générale des travailleurs de l'agriculture et des forêts (Mugetraf) a tenu le 26 octobre, à Brazzaville, son assemblée générale ordinaire. Jean-Claude Tsockiny a été réélu président de cette organisation pour un nouveau mandat de quatre ans.

Le bilan de la Mugetraf de ces quatre dernières années a été jugé largement positif par les délégués départementaux qui avaient fait le déplacement de Brazzaville. « La mission principale qui nous a été confiée était de répondre aux besoins de nos mandants à travers le paiement régulier des prestations. Nous pouvons dire que cette mission a été exécutée. Au lieu de paiement régulier, nous pouvons parler de paiement très assidu

des prestations parce qu'en dépit d'autres préoccupations, tous les mois durant notre mandat, notre tableau de programmation a été toujours alimentée », s'est réjoui Jean-Claude Tsockiny.

Pendant cette période, la Mugetraf a accordé plus de 158 millions FCFA à ses membres. Les charges de fonctionnement ont été estimées à près de 8,8 millions FCFA. Se félicitant du travail réalisé, le président réélu a aussi souligné les avancées enregistrées, notamment l'acquisition de terrains pour l'édification des sièges de la mutuelle dans tous les départements avec, à l'appui, les plans de construction, ainsi que d'un vaste domaine dans la périphérie du Pool nord pour asseoir les activités agricoles.

Le vice-président de la mutuelle,



Une vue des participants (crédit photo Adiac)

Germain Mossokango, a, quant à lui, indiqué que la décentralisation de la Mugetraf permettra, par exemple, aux départements de payer directement la retraite

et les frais de maladies sur place, au lieu de transmettre les dossiers à Brazzaville. Il a également souligné que le domaine de cinq hectares situé à Manzelé, à vingt-

cinq kilomètres d'Ignié, avait permis de récolter environ trois millions FCFA pendant quatre ans. « Nous n'avons pas encore un moyen de transport pour notre production, donc il y a les aléas liés à la location. Il peut arriver que nous produisions, mais que nous ne puissions pas acheminer rapidement la production vers le lieu de commercialisation. Cela crée parfois des retards, des productions à la maturité dépassée. Donc nous n'avons pas eu un très bon rendement, mais c'est quand même encourageant pour un début », a conclu Germain Mossokango, précisant qu'actuellement sont produits : du gombo, du manioc et du maïs sur deux sites d'exploitation.

Parfait Wilfried Douniama

Hébergement
Stockage & Archivage
Solution SaaS
Services infogérés

Plus besoin de gérer vos plates-formes logicielles et matérielles en interne, notre DATA CENTER, premier d'Afrique centrale le fait pour vous !

Economiques et efficaces, nos solutions sont adaptées à vos besoins. Nous vous garantissons sécurité, disponibilité, accessibilité et bien plus encore, parce que

WARID
Data Center & Cloud

www.warid.ci | 22 281 07 30 66 09 | 22 281 40 67

BUROTOP IRIS **hp** **RICOH**
GOLD PARTNER
www.burotop.com

Ordinateur de bureau reconditionné HP

- + Ecran plat
- + Copieur multifonction RICOH SP1200s : copie, impression et scan en 22 PPM

à seulement **179.000** FCFA * HT

Offre valable jusqu'au 30 Octobre 2013

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

SANTÉ

L'OMS relance la planification familiale en Afrique

Du 28 au 31 octobre se tient à Pointe-Noire un atelier d'introduction des nouveaux guides de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des outils de formation sur la planification familiale, de suivi des progrès et de documentation des bonnes pratiques en santé de la reproduction. Cette activité marque la relance de la planification familiale en Afrique.

L'objectif de cet atelier est d'appuyer la mise en œuvre des plans de relance de la planification familiale dans les pays en favorisant les échanges d'expériences entre eux et en mettant à leur disposition les directives, les outils et le matériel de formation en matière de planification familiale intégrant les plus récentes évidences scientifiques. La planification familiale réduit les risques de transmission du VIH de la mère à l'enfant. De même, certaines méthodes de planification familiale permettent d'éviter bien d'autres infections sexuellement transmissibles. Elles réduisent également le recours à un avortement provoqué, renforcent les droits des populations à choisir le nombre d'enfants souhaité et à déterminer l'espacement des naissances. Pour Jérémie Mouyokani, en donnant toutes les chances de survie et une meilleure santé à une maman, on offre un précieux atout au



La photo de famille

développement harmonieux de ses enfants et de son ménage. De même, un espacement approprié des grossesses est également le gage d'une meilleure santé pour les enfants. « Une femme, une épouse, une mère en bonne santé et dont les grossesses sont espacées de manière à lui donner le temps de récupérer et de s'occuper à fond de chaque nouveau venu à tour de rôle, c'est une femme qui contribue davantage au succès de sa famille », a-t-il renchéri. Selon Alexis Elira Dokékias, la planification familiale est un facteur important qui permet de réduire la mortalité maternelle dans les pays africains. Il pense que le succès d'une relance de la planification familiale doit passer par quatre engagements importants : « l'engagement politique, la participation

communautaire, l'équité et enfin la participation des partenaires ». Les travaux de cet atelier seront également orientés sur les ressources en formation des prestataires de la planification familiale ; l'introduction des nouveaux outils relatifs à la santé de la production, de la reproduction et à la planification familiale. Pendant quatre jours, les participants vont adopter l'agenda régional pour l'accélération de la santé de reproduction dans la région africaine. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence d'Alexis Elira Dokékias, directeur général de la Santé, qui avait à ses côtés Jérémie Mouyokani, chargé de bureau OMS, délégué du représentant de l'OMS au Congo.

Prosper Mabonzo

Le projet PDSS passe dans sa deuxième phase

Exécuté avec succès dans sa première phase, le Projet de développement du système de santé (PDSS I), qui prend fin le 31 décembre prochain, passera dans sa deuxième phase d'exécution à la demande du gouvernement. Le coût total de ce second projet appelé PDSS II est évalué à 120 millions de dollars.

Co-financé par le Congo et la Banque mondiale, le PDSS II, renouvellement d'un commun accord de ce projet, s'inscrit dans le prolongement du PDSS I qui touchera à sa fin dans deux mois.

Comme l'ont décidé les deux parties lors d'un atelier de validation technique organisé récemment à Brazzaville, le PDSS II se chargera de capitaliser les acquis du PDSS I, dont les résultats ont été jugés satisfaisants par les deux partenaires en termes de renforcement du système de santé.

Il s'agira, dans le cadre de ce nouveau projet, de passer de façon plus concrète à une échelle plus importante dans le but d'atteindre le principal objectif fixé par le gouvernement congolais : appuyer de manière efficace et continue le ministère de la Santé et de la Population dans la conception d'un programme efficient soutenant efficacement la politique nationale de développement sanitaire au cours des cinq prochaines années. Le coût total de ce projet est évalué à 120 millions de dollars. Le

gouvernement congolais contribuera à hauteur de 100 millions de dollars. La Banque mondiale, en plus de l'assistance technique qu'elle apportera, participera au projet pour un montant de 20 millions de dollars, soit 10 millions de dollars par le biais de l'IDA et 10 millions de dollars par le truchement du Fonds d'affectation spéciale de l'innovation des résultats de la santé. En tant que bénéficiaire du projet, le gouvernement congolais s'est engagé à assurer un meilleur accès à des soins de santé de qualité en faveur des populations, conformément aux Objectifs du millénaire ciblant la mère et l'enfant. Au cours de cet atelier de validation technique, qui s'est tenu en présence du ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, du ministre délégué au plan et à l'intégration, Léon Raphaël Mokoko, la Banque mondiale, par le biais de sa représentante au Congo, Sylvie Dossou, a salué le soutien apporté par les partenaires à la mise en œuvre de ce projet.

Firmin Oyé

Réconcilier avec l'assurance

Allianz Multi Pro sécurise vos biens et vos activités selon vos besoins et votre budget.

Allianz Congo Assurance / Siège Social
Av. Linguissi PEMBELLOT - Résidence Gabriella / Pointe Noire
allianz.congo@allianz-cg.com + (242) 05 601 12 00

Brazzaville
Marché Plateau - Ville
+ (242) 05 012 95 54

Agent Général SCAR
Centre - ville / Pointe Noire
+ (242) 06 622 78 69

Allianz avec vous de A à Z

POLIOMYÉLITE SAUVAGE

Une campagne de consolidation des résultats acquis

Le deuxième passage de vaccination des enfants de 0 à 5 ans contre le virus sauvage de la poliomyélite a débuté le 26 octobre, sur tout le territoire national.

À Brazzaville, le vaccin a été administré à un échantillon d'enfants par le directeur général de la santé, Alexis Elira Dokékias, au centre de santé intégré de Poto-Poto.

Cette campagne de porte-à-porte est effectuée du 26 au 30 octobre. Il s'agit de consolider les résultats acquis afin de constituer une barrière contre la circulation du virus. En 2010, 150 décès avaient été enregistrés sur 370 victimes, majoritairement âgées de 12 à 35 ans. Selon le directeur général de la Santé, la campagne a été réactivée en raison de la position géographique du Congo avec d'autres pays africains qui ont vacciné leurs enfants avec un vaccin polyvalent. Ces vaccins ont induit

la production d'un autre polio dans certains cas. « Le Congo a été déjà indemne du poliovirus, mais les frontières sont ouvertes. Depuis 2011, la surveillance épidémiologique et sentinelle, c'est-à-dire les prélèvements de selles et les examens des malades, n'ont pas montré la présence de polio sauvage. Mais autour du Congo, le virus circule : sa présence est rapportée au Nigéria, au Tchad, en République centrafricaine, en Angola et en République démocratique du Congo », a-t-il indiqué.

Notons que lors de la 63e session du comité régional de l'Organisation mondiale de la santé, les pays africains ont adopté les principes d'élimination de la poliomyélite d'ici à 2020. À cet effet, chaque État doit activer une campagne d'élimination.

Lydie Gisèle Oko

PROMO SPECIALE

LOW COST !!!

Donnez du punch à vos ordinateurs pour **15.000 Frs**

jusqu'au 31 décembre 2013

Bénéficiez de tous nos services de maintenance informatique à bas coût

- Nettoyage complet
- Sauvegarde des données
- Suppression des virus
- Réparation hard + soft
- Installation Antivirus 2014⁽ⁱ⁾
- Réparation du réseau⁽ⁱ⁾

(i) Offre soumise à condition

KD Computer

Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11

Kin +243 89 93 20 131

849 rue Youla Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS TUE !

« Les femmes peuvent l'éviter »



Du **04** Novembre
Au **14** Décembre 2013

à Brazzaville

DÉPISTAGE GRATUIT

Sous le haut patronage de l'honorable
Denis Christel Sassou Nguesso, député d'Oyo
en partenariat avec



SOLIDARITE CANCER

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS TUE !

« Mieux vaut prévenir que guérir »



Du **14** Novembre
Au **14** Décembre 2013

à Oyo

VACCINATION GRATUITE
CHEZ LA FILLE DE 9 À 13 ANS

Sous le haut patronage de l'honorable
Denis Christel Sassou Nguesso, député d'Oyo
en partenariat avec



SOLIDARITE CANCER

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION

RELIGION

Claudia N'Guesso ordonnée pasteur de l'église « Source d'eau vive »

Le culte solennel d'ordination au ministère pastoral de l'épouse du président du Club 2002-Pur, Wilfrid Guy César N'Guesso, s'est déroulé le 26 octobre à Brazzaville, en présence du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, et d'autres invités de marque.



La photo de famille après l'ordination

Après la lecture de la déclaration de foi par le pasteur Gilbert Katonia, le comité d'ordination présidé par le Dr Joseph Kabuya Masanka, professeur à la faculté de théologie évangélique de Montréal, université Acadia, a installé dans ses nouvelles fonctions Claudia N'Guesso. Consacrant la promue, le Dr Joseph Kabuya Masanka, également pasteur principal de la communauté évangélique de Pentecôte de Montréal (CEP), a évoqué les Actes des apôtres, chapitre 20 à partir du verset 17. Il s'est particulièrement appuyé sur le caractère pastoral de ce passage biblique écrit par Paul qui dégage plusieurs pistes ou principes du ministère pastoral. « Le ministère pastoral dans lequel vous vous engagez n'est pas un jeu d'enfants. On ne devient pas pasteur parce qu'on veut occuper une position, on ne devient pas pasteur parce qu'on a une grande famille, on ne devient pas pasteur parce qu'on a un charisme, on ne devient pas pasteur parce qu'on est à la quête du pouvoir, on ne devient pas pasteur parce qu'on a perdu son emploi, mais au moins en ayant une église, on peut ramasser des offrandes pour assurer sa survie », a-t-il insisté. Il a également

rappelé que l'Église n'était pas le lieu où bâtir une fortune à moins qu'elle soit une bénédiction venant de Dieu. Le ministère vient, a-t-il ajouté, par un appel, une vocation. Pour lui, l'appel du Seigneur a pour un seul but de servir en temps de joie tout comme en temps de détresse. Le Dr Joseph Kabuya Masanka a enfin évoqué les quatre défis les plus importants dans le ministère pastoral : chercher l'intimité avec Dieu, servir les brebis, annoncer le message de la Croix, prêcher l'Évangile et demeurer un modèle. Claudia N'Guesso est coordonnatrice des ministères « Jésus-Christ, source d'Eau vive », et pasteure principale au sein des églises « Source d'eau vive » de Montréal ainsi que du Centre d'évangélisation et de formation Source d'eau vive de Pointe-Noire, au Congo. Née à Montréal d'une Canadienne et d'un père gabonais, cette servante de Dieu a obtenu un baccalauréat écosocial à Libreville. Elle a aussi étudié la finance à l'École supérieure de gestion et de finance de Paris, avant de poursuivre actuellement sa formation en théologie, à la faculté de théologie évangélique de Montréal.

Parfait Wilfried Douniama

INTÉGRATION AFRICAINE

Les chefs d'État du continent se penchent sur le sujet à Johannesburg

À la faveur de la Conférence économique africaine, qui se tient du 28 au 30 octobre en Afrique du Sud, les dirigeants africains et les experts en développement du monde entier débattent de l'intégration régionale et de son rôle dans le renforcement de la croissance économique et du bien-être des populations du continent, précise un communiqué.

Il s'agit de réfléchir sur l'économie politique de l'intégration régionale ainsi que sur quelques solutions pratiques susceptibles de la faire progresser. Les dialogues de haut niveau portent sur des questions liées à l'intégration : les finances, la gestion des ressources hydriques, la convergence fiscale et l'harmonisation des politiques sociales. Les participants vont aussi se pencher sur les tendances et les meilleures pratiques qui ont cours à travers le continent. Avant la fin des travaux, ils découvriront les travaux réalisés par des institutions et des chercheurs africains portant sur les recherches les plus récentes et sur de nouvelles analyses concernant tous les aspects de l'intégration régionale.

Organisée chaque année sous l'égide de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la rencontre constitue une tribune unique pour les universitaires et les nouveaux talents du continent pour présenter leurs exposés sur les politiques d'intégration.

L'Afrique enregistre une croissance économique soutenue depuis une décennie qui toutefois ne s'est traduite que par un léger renforcement de la compétitivité. Par ailleurs, cette croissance n'a que faiblement contribué à améliorer la

qualité de vie des citoyens africains. En témoignent les faiblesses qui subsistent tant dans la qualité des institutions, des infrastructures, des politiques macroéconomiques et de l'éducation que dans l'adoption de nouvelles technologies. En outre, de grandes différences existent entre les économies africaines, notamment entre les mieux classées et les plus faibles. Le président de la BAD, Donald Kaberuka, a souhaité que l'intégration africaine soit considérée comme la clé de la transformation et du développement. « Ce grand rassemblement ne doit pas uniquement servir à plaider une fois de plus pour l'intégration régionale : il doit nous donner l'occasion de trouver les voies et moyens de permettre au continent d'accéder à l'étape suivante et de faire de l'Afrique un pôle de croissance mondiale à part entière. Compte tenu de l'effritement des solutions multilatérales, il s'agit du moyen le plus sûr de renforcer la résistance du continent aux chocs extérieurs. Je me réjouis des progrès constants réalisés dans des domaines tels que la réduction des tarifs douaniers. Il nous faut maintenant prendre des mesures énergiques pour éliminer les obstacles non tarifaires, faciliter les échanges commerciaux et améliorer la libre circulation des personnes. L'Afrique a la volonté politique et la vision stratégique nécessaires pour y parvenir. C'est le bon moment ! », a-t-il déclaré.

« La définition de l'intégration économique régionale doit être beaucoup plus large. En effet, la véritable intégration régionale doit comprendre les investissements dans les infrastructures régionales, les échanges commerciaux et la mobilité de la main-d'œuvre. Les pays gagneraient aussi à harmoniser leurs

normes et leurs règlements, à définir une approche commune à l'égard de la politique macroéconomique, de la création d'emplois et de la gestion efficace des ressources naturelles partagées, en vue d'une réduction durable de la pauvreté et d'une transformation économique structurelle », a affirmé Abdoulaye Mar Dieye, directeur du Bureau régional pour l'Afrique au PNUD.

Les dirigeants de la BAD, de la CEA et du PNUD exhortent les Africains à effectuer des changements structurels de grande envergure

Bien que les avantages liés à l'intégration régionale soient bien connus et qu'un grand nombre de cadres juridiques aient été mis en place, le plus grand défi consiste à définir les moyens d'avancer sur ces points.

L'harmonisation des normes et des règlements, le renforcement des capacités des ressources humaines et la mobilisation des dirigeants ainsi que leur volonté politique figurent parmi les principaux écueils à surmonter.

Du fait de l'accent mis sur des industries fortement capitalistiques axées sur des produits de base, l'Afrique n'a connu qu'une transformation économique limitée, accompagnée d'investissements minimes dans les secteurs manufacturier, agricole et des services. En raison de ces limitations, la création d'emplois et le développement des marchés et des institutions, nécessaires pour aider les jeunes femmes et les jeunes hommes à se bâtir un avenir meilleur, ont pris du retard.

La Conférence économique de Johannesburg a été ouverte par le président sud-africain Jacob Zuma en présence du secrétaire exécutif adjoint de la CEA, Abdalla Hamdok.

Nestor N'Gampoula

TerraTech

Le monde de l'Informatique

Acer Aspire E1-530
 Intel® Processeur 1.8GHz
 Ecran HD Led 15.6"
 2GB DDR3 Memoire
 500GB Disque Dur
 6-Cell Li-ion Battery

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com

235.000 H.T



www.facebook.com/airtelcongob

Xtranet
1^{er} réseau au Congo
3G

NOUVEAU

à chacun son forfait illimité
Active ton Internet Xtranet 3G illimité

- Télécharge rapidement tes sons et applications ;
- Reste connecté en illimité sur tes sites préférés.

Coût	Durée
300F	1H
500F	5H <i>de minuit à 5h</i>
1 500F	1 Jour <i>jusqu'à 23h59min.</i>
6 500F	1 Semaine
30 000F	1 Mois

Pour activer tes forfaits,
compose *178#

Pour plus d'infos, appelle le 141



LITTÉRATURE

Nzenze Kinouani Kazis présente son livre de contes : « La Lune écoute »

La présentation officielle de La Lune écoute a eu lieu vendredi 25 octobre à la chambre de commerce de Pointe-Noire en présence de Chardin Kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture au Kouilou. *La Lune écoute* est un recueil de contes de 180 pages. C'est le résultat d'une volonté affirmée par Nzenze Kinouani Kazis de retrouver l'héritage culturel de ses ancêtres. À travers les contes, il revalorise un moyen de communication qui a fait ses preuves et rejoint par l'écriture tous les conteurs passionnés. Les textes sont transcrits de façon claire et simple, ils sont puisés dans les propres souvenirs de l'écrivain, dans les souvenirs des personnes âgées ou plus jeunes de son entourage. Le fantastique y est présent en même temps que la sagesse enseignée jadis au m'bongui. Mais on y voit également comment le conte, si apprécié en Afrique, intègre dans son évolution des éléments de la vie moderne tout en restant teinté d'irrationnel. Les contes de ce livre apportent aussi un éclairage sur la vie des sociétés dans lesquelles les conteurs font agir leurs personnages et offrent au lecteur soucieux de connaître ces sociétés d'importants éléments. Notons que Nzenze Kinouani est né à Brazzaville. Il est artiste, musicien, ancien sociétaire du groupe vocal *Les cheveux crépus*, avec Maxime Kibongui, Jacques Loubélo, Massamba de Coster, Mouinguissa Rémy... Son premier livre Mourir sans voir Paris est un péché est paru aux éditions Cultures croisées en juillet 2012.

Séverin Ibara

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle SAMBA -NANCY. Je désire porter désormais le nom MORTINIERA NDAZECCAS NANCY.

IN MEMORIAM



29 octobre 2004 – 29 octobre 2013
Voici neuf (9) ans que jour pour jour notre chère Ntsaga Louise nous quittait. À cet effet monsieur Ayouka Robert, les enfants Ayouka et les petits enfants Ayouka prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle en cette date de triste anniversaire.



30/10/2011 – 30/10/2013, voici deux ans jour pour jour que notre père, mari, ami, frère et beau père, Joseph Peléka alias « papa l'homme » nous a quitté. Les enfants Peleka, Sende et Nkouka demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Les enfants mvimba

LITTÉRATURE

Marie Françoise Moulady Ibovi publie « L'imprudance » et « La fameuse liste »

Il s'agit de deux pièces, contenues dans un même ouvrage, écrites par la Congolaise Marie Françoise Moulady Ibovi. Elles sont parues aux éditions Aparis-Edilivre. À travers ces pièces de théâtre, l'auteure évoque deux thématiques : le sida et le mariage.

Marie Françoise Ibovi interpelle la conscience de la jeunesse africaine sur les faits de la vie. Dans *L'imprudance*, l'auteure relate une histoire qui se déroule à Poto-Poto avec pour personnage : Holomaniama. Celui-ci passe tout son temps à boire dans un bar appelé « Mon mari est foutu ! » Accompagner de son ami Wa-Dia-Yo, un grand fumeur de cigarette Marlboro light. Holomaniama se soûle et se laisse entraîner par une prostituée qui passe la nuit à ses cotés dans un hôtel minable. Enivré par l'alcool et l'amour, Holomaniama ne pense même pas aux ravages que cause le



sida. *La fameuse liste* renvoie le spectateur, mieux le lecteur, à Ru-

disque, un célèbre quartier de Dakar. Héroïne : Salimata, une jeune fille qui s'apprête à se marier avec El Hadji Mamadou M'baye. Seulement l'impatience l'habite. Salimata surveille la confection de sa robe par le tailleur Abdoulaye tout en se lançant dans un débat sur le mariage à l'africaine.

L'imprudance et *La fameuse liste*, ont été préfacés par Jean-Claude Gakosso, ministre de la Culture et des arts. Congolaise, Marie-Françoise Moulady Ibovi est née en ex URSS. Elle est titulaire d'un Master en Création d'Entreprise et d'un Certificat en Journalisme. Elle avait déjà écrit un premier roman : *Rue des histoires*.

Rosalie Bindika

MUSIQUE R'N'B

Deux jeunes congolais cristallisent l'attention

Le 1112 Industries, deux jeunes Congolais vivant à Orléans (France), fait ses premiers pas dans le R'n'B et le rap. À peine lancée sur YouTube, la vidéo de leur clip, La zone remix, a été vue plus de dix-sept mille fois en une semaine, donnant ainsi à leur manager une très bonne raison de croire en leur talent.

À l'époque où est né le groupe, Hans Milongo, le manager, était chargé d'une association d'Orléans aidant les jeunes à développer leurs talents, appelée l'École de la deuxième chance. Ces jeunes ont fait leurs preuves dans la musique et le travail accompli commence à

porter ces fruits. « J'étais chargé de projet, ce qui demandait des qualités de moniteur. Mais depuis, les choses ont évolué. Je suis devenu professeur de physique-chimie, et j'ai gardé l'envie de travailler avec ces jeunes tellement ils sont doués et veulent réussir dans la musique. Je n'ai donc pas pu les laisser », a-t-il indiqué.

Après La zone remix, première vidéo mise en ligne, le groupe a déjà achevé un premier album intitulé Sorti de l'ombre, qu'il présentera au public d'ici à la fin de l'année. « Depuis le projet, ces jeunes ont travaillé dur, ils ont appris à jouer de l'orgue, à bien maîtriser plusieurs

logiciels de musique », explique Hans Milongo. Ce premier album, qui sera très éclectique, comporte quatorze titres sur la thématique de la difficulté de la vie en cité et en banlieue, sur la peine des femmes à élever leurs enfants toutes seules, mais aussi sur leurs origines, c'est-à-dire le Congo, et l'Afrique en général.

À Orléans, en attendant la sortie officielle de leur premier album, l'actualité musicale des musiciens s'étoffe, entre leurs prestations sur la place Jeanne-d'Arc et des émissions musicales sur des radios locales.

Hermione Désirée Ngoma

ASSURANCES GENERALES DU CONGO
AGC
RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER
WWW.AGCCONGO.COM
HAKUNA MATATA!

INTERVIEW

Tony Bolamba : « Il est temps d'engager un dialogue politique avec la diaspora »

Le président du Mouvement pour le Congo décortique le récent discours du chef de l'État devant le congrès dont le contenu rejoint, dans une grande partie, ses aspirations en tant que jeune leader associatif ambitieux.

Les Dépêches de Brazzaville : Êtes-vous personnellement satisfait du discours du chef de l'État devant le congrès ?

Tony Bolamba : Mes attentes ont, en effet, été comblées parce que pratiquement tout ce qui a été dit a rejoint mes aspirations. Depuis 2009 et après les élections de 2006 et 2011, notre association avait demandé un dialogue entre Congolais afin de juguler, par la voie des négociations internes entre fils du pays sans exclusion, le malaise social qui se dessinait. Nous avons aussi recommandé la formation d'un gouvernement d'ouverture. Nos exigences ont été prises en compte. Maintenant nous attendons la concrétisation de ce qui a été dit.

LDB : Un gouvernement d'ouverture, est-ce opportun à l'heure actuelle ?

TB : Dans un pays qui se veut sérieux, lorsqu'on se sent en difficulté, on doit faire appel aux intelligences d'ailleurs, ou mieux à d'autres compétences. Ceux à qui l'on fera appel dans le cadre de ce gouvernement seront bien évidemment des Congolais d'origine, de cœur et d'adoption, désignés pour faire évoluer les choses. Devant les réalités, il arrive à un moment de la vie nationale de se faire violence en mettant en sourdine les textes de sorte à chercher un moyen consensuel susceptible de secourir la population paupérisée à outrance. Je

veux dire qu'il faudrait faire appel, au niveau de la primature par exemple, à quelqu'un d'aguerri. Qu'il soit de l'opposition, de la société civile ou de la majorité, cette personne aura pour mission essentielle de servir le peuple congolais quelles que soit son obédience politique.

LDB : La diaspora aussi a trouvé son compte dans le discours du chef de l'État ?

TB : Le problème des Congolais de l'étranger est plus politique. Nos institutions en place sont très contestées par la diaspora. Lorsqu'on est partis aux concertations nationales, il fallait qu'on traite politiquement des problèmes spécifiques de la diaspora. Ceux-ci ne se limitent pas seulement aux questions liées aux visas, aux facilités de douane, etc. Je pense qu'il est temps d'engager un dialogue politique avec la diaspora. Laquelle ? Il faudra choisir les Congolais de l'étranger qui sont représentatifs ou qui ont des associations et les consulter dans un cadre permanent de dialogue avec le gouvernement. En tant que politiques, nous continuons à échanger avec nos frères activistes appelés communément « combattants » qui, dans leur majorité, disent n'avoir pas été écoutés par les concertateurs. Je crains que la jonction avec la diaspora à laquelle devrait aboutir ce forum national n'ait finalement rien donné.

LDB : Sur le plan économique, qu'avez-vous retenu d'essentiel ?

TB : Dans le domaine économique, le fait marquant du discours de Joseph Kabila porte sur les petites et moyennes entreprises (PME). Si



Tony Bolamba, président du Moco

ailleurs où nous avons évolué, notamment en France, l'on parvient à stabiliser et à créer des emplois, c'est parce que l'État a accordé des facilités de crédits aux PME qui leur permettent de garder les emplois de ceux qui sont déjà embauchés et de créer de nouveaux. J'approuve aussi la recommandation relative à la sous-traitance de certains travaux pour les confier aux nationaux. C'est bien parce qu'on ne peut pas laisser les grands marchés et les petits marchés aux grandes industries. Pour pallier cette situation, je pense qu'il est temps de sous-traiter d'office toutes les compagnies congolaises dans des vastes projets de développement. Nous voyons certains de nos partenaires venir exécuter de grands travaux en RDC amener leur main d'œuvre. De quoi se demander ce que feront alors les Congolais ?

LDB : La suite du processus électoral vous rassure au moins ?

TB : Je pense que ça dépend de la rapidité de la Ceni à présenter le nouveau calendrier électoral. Ça peut aussi être un piège. Qu'est-ce qui ne nous dit pas que le processus peut prendre cinq ans ? Donc, nous devons connaître sur quelle échéance l'institution électorale publiera le calendrier des prochaines élections. Il en est de même du ministère de l'Intérieur qui devra donner un échéancier en rapport avec le recensement général !

LDB : Quid du Sénat et des Assemblées provinciales qui restent en place ?

TB : Nous tolérons ces deux institutions déjà en fin de mandat par galanterie politique. Mais elles sont là par usurpation. Nous les tolérons parce que nous voulons avancer, l'essentiel pour nous est que nous ayons des institutions démocratiques assez stables pour construire l'avenir. Nous visons, quant à nous, la pérennisation de l'État afin de bâtir des bases démocratiques solides pour le bien de nos populations.

LDB : La lutte contre la corruption cesse d'être une simple vue de l'esprit ?

TB : Oui, cela nous a réconfortés parce que la RDC est indexée depuis des lustres comme l'un des pays les plus corrompus au monde, c'est-à-dire un État où cette tare est ancrée dans les mœurs. J'espère qu'il y aura un suivi dans ce domaine. Je suis d'accord qu'on donne à la justice la place qui est la sienne, mais tout part aussi des moyens de rémunération de ceux

qui sont chargés d'élaborer les lois. Quelqu'un qui doit trancher sur une décision, s'il n'est pas bien rémunéré, il est automatiquement flexible vis-à-vis de la corruption et sa décision peut être influencée à tout moment.

LDB : À propos de la réforme de l'armée, qu'en dites-vous ?

TB : L'armée n'a pas les moyens de sa défense. L'armée est une branche de la Fonction publique. J'aurai été à leur place, je mettrai l'accent sur la Fonction publique en y insufflant du sang neuf. Notre administration publique étant en pleine mutation, il y a lieu d'envoyer 40% des anciens à la retraite et l'argent qui devrait être utilisé pour l'emploi jeune pourra permettre une sortie honorable de ceux qui ont servi la République. Il s'agira donc de prendre les jeunes qui ont terminé et qui n'ont pas d'emploi pour les reverser dans la Fonction publique. C'est bien beau de s'extasier sur les performances de notre armée, mais il faudra allouer à la Fonction publique un budget conséquent pour assurer son fonctionnement optimal.

LDB : Un mot sur le blocage des pourparlers de Kampala.

TB : Je pense qu'il faut parler directement avec ceux qui arment le M23. Aujourd'hui, ils sont connus. Quelles que soient les divergences, si nous parlons franchement avec les soutiens du M23, nous pourrions aboutir rapidement à une solution fraternelle avec, pour effet d'entraînement, la fin de la guerre de l'Est. Il faut toujours donner une chance à la paix et au dialogue.

Alain Diasso

NORD-KIVU

Le M23 aux abois

Après la récupération de plusieurs localités sur l'axe Goma-Kiwandja, les Fardc ne jurent aujourd'hui que par la libération de l'ensemble du territoire de Rutshuru.

Les choses sont décidément allées très vite le week-end dernier sur le front de l'est, précisément au nord de Goma en proie aux nouveaux affrontements. Les lignes ont bougé en faveur des forces loyalistes qui ont pris l'ascendance sur les rebelles du M23 défaits sur plusieurs axes. À Kiwandja et Rutshuru, les Fardc ont développé une puissance de feu à laquelle les rebelles n'ont pas résisté au point de battre en retraite vers Bunagana, à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda.

Appuyées par les éléments de la Brigade spéciale d'intervention de la Monusco, les Fardc s'attelleraient présentement à nettoyer

toutes les bases où les rebelles se sont repliés à l'image du camp de Nyiongera considéré comme principale forteresse des mutins. Celle-ci a été abandonnée par ses occupants plutôt tétanisés par l'imminente attaque des Fardc déterminées à en finir avec eux. « On a plus de temps à perdre, on va en finir avec ces hors-la-loi une fois pour toute », avait du reste prévenu le lieutenant colonel, Olivier Hamuli, le porte-parole des Fardc au Nord-Kivu. Depuis le 26 octobre, le tandem Fardc-Monusco mène une action militaire de grade envergure en faisant passer sous son giron plusieurs localités jusque-là réputées chasses gardées du M23, entre autres, Kibumba et Bahumba dans le territoire de Nyiragongo.

Après la récupération des localités telles que Rubare, Kako, Kalengera, Biruma, Tchengerero et Katalé, sur

l'axe Goma-Kiwandja, aujourd'hui les Fardc ne jurent que la libération de l'ensemble du territoire de Rutshuru. Rumangabo, situé à 50 km de la capitale du Nord-Kivu, est également passé depuis le 28 octobre dans le camp des Fardc, indique-t-on. C'est, pense-t-on, qu'une question d'heures à présent que les Fardc ont mis le cap sur Chengerero, Bunagana et Runyonyi, des localités où les gros des combattants du M23 se sont retranchés.

À l'étape de Kibumba reprise depuis le samedi, les Fardc, qui étaient en plein ratissage des positions du M23 au niveau des grottes situées dans les environs de la zone appelée « Trois Antennes », ont découvert deux fosses communes dans cette localité du Nord-



Les rebelles du M23

Kivu. Il s'agit, en fait, des ossements d'adultes et des enfants qui laissent entrevoir l'ampleur de l'horreur perpétrée dans ce lieu. Pour le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, qui a visité ce lieu sinistre, il y a lieu de mener une enquête internationale « pour qu'on puisse établir les responsabilités par rapport à ceux qui seraient des auteurs de ces exactions ». En attendant, une com-

mission d'enquête est à pied d'œuvre sous les auspices du ministère de la Défense nationale et des anciens combattants

Actuellement, la zone de découverte de ces fosses communes est quadrillée par les Fardc, en attendant le déploiement d'une équipe internationale d'enquête, précisent les sources internes du gouvernorat du Nord-Kivu.

A.D.

RDC- CONGO

Proposition des nouvelles terminologies pour identifier les peuples

Le qualificatif Rdcien est proposé pour désigner le Congolais de la RDC et améliorer les communications politico-juridiques et socioéconomiques.

Rdcien et Rdcienne sont deux nouveaux concepts qui ont vu le jour et qui sont proposés pour identifier désormais les ressortissants de la RDC. Cette trouvaille du Pr Dr Mafelly Mafelly Makambo, qui est l'autorité du club Rdcien, viserait à mettre un terme à la confusion créée par le vocable Congolais, dans l'identification des peuples de deux rives du fleuve Congo.

Ce scientifique et l'association sous sa tutelle veulent formaliser ce concept qui est, pour eux, scientifiquement acceptable. « *C'est une dénomination qui sémantiquement traduirait mieux la relation entre le signifiant, Rdcien et Rdcienne, et le signifié relatif à la RDC* », a souligné le professeur Makambo. Pour ce politologue et cette association, en effet, « *ces qualificatifs seraient mieux adaptés quant à leur usage dans les recherches et écrits scientifiques, le parler quotidien, les débats politico-socio économiques afin d'éviter la grande confusion qui a élu domicile chez les uns et les autres* ». Dans cette logique, le Pr Dr Mafelly Mafelly Makambo a, par exemple, fait remarquer qu'en parlant des autorités congolaises, ou encore des musiciens congolais, des joueurs congolais, des hommes politiques congolais, le commun des mortels se posera la question de savoir de quel Congo il s'agit. « *Dans la mesure où les deux Congo ont des autorités, des musiciens, des joueurs et des politiciens, c'est incohérent, un désordre dans l'esprit. D'où, un problème sérieux car il y a absence de logique* », a-t-il souligné. Pour marquer une nette distinction entre les deux Congo afin d'éviter cette horrible confusion, a-t-il poursuivi, nous proposons cette identité et nous laissons l'utilisation du vocable Congo à nos sœurs et frères d'en face.

Un dérivé de l'abréviation

Dans les explications, le scientifique a soutenu qu'étant donné que la République démocratique du Congo s'abrégeait en trois lettres qui sont R.D.C, on peut utiliser les qualificatifs « Rdcien et Rdcienne », selon le genre, lorsqu'il s'agit d'une question relative à la RDC. « *C'est beaucoup plus logique, précis et clair dans le raisonnement. Soyons cartésiens, ayons la clarté, l'ordre dans nos idées, dans nos pensées ou encore dans nos communications* », a-t-il conseillé.

Une situation liée à l'histoire

Le Pr Makambo a expliqué cette confusion dans l'histoire de deux pays, dans les années où ils accédaient à leur souveraineté nationale. À l'en croire, lors de la demande d'admission de l'ex-Congo belge à l'ONU, la question relative aux deux Congo hantait certains esprits. « *Bien que la candidature de la RDC fût acceptée, le 7 juillet de la même année, le diplomate français Milet souleva le problème de l'appellation du futur État membre de l'organisation mondiale* », a-t-il noté. Après moult épisodes, le Conseil de sécurité priera les deux pays voisins de trouver un compromis acceptable. Mais, selon le scientifique, l'admission de deux Congo dans le concert des Nations n'avait pas mis fin à la confusion qui gangrène les esprits notamment scientifiques, sauf le changement opéré en 1971 par le président Mobutu au cours duquel le Congo-Léopoldville devenait le Zaïre. En revanche, quelques décennies après, le 17 mai 1997, le président Laurent Désiré Kabila reprenait l'appellation République démocratique du Congo (RDC). « *Malheureusement, cette reprise ne mit pas un terme à notre préoccupation du moment, qui est l'amalgame dans nos différends échanges tant écrits que parlés* », a constaté le Pr Makambo.

Selon le coordonnateur de ce groupe de réflexion, Caleb Niangasa, des démarches sont en cours auprès des institutions et autorités de la RDC en vue de faire cette proposition et d'obtenir l'homologation de ces nouveaux concepts.

Lucien Dianzenza

ÉLEVAGE

Le complexe DAIPN atteindra les 25000 poulets avant la fin de l'année

Les effectifs sont en train de remonter en flèche après l'arrivée en début de week-end dernier d'un premier lot constitué de 8800 poussins en provenance des Pays-Bas à Kinshasa.

La nouvelle vient confirmer le processus de relance et de modernisation du secteur agricole au sens large. Du côté du gouvernement, l'on place déjà cette nouvelle action dans le cadre d'une vision plus globale. Le premier lot sera pris en charge au complexe agroalimentaire DAIPN. Cet important domaine, en perte de vitesse ces dernières années, a repris du service, conformément aux instructions du président Joseph Kabila. Après cette première acquisition, l'on attend l'arrivée incessamment de deux autres lots à Kinshasa. Selon les dernières pré-

sions en notre possession, le deuxième lot sera acheminé dans la capitale congolaise d'ici au début du mois de novembre prochain. Actuellement, le secteur avicole accuse une certaine carence, et les effets enregistrés sont nombreux, notamment la sous-alimentation de la population, la montée inquiétante et incontrôlée des importations, et l'accentuation du taux de chômage. Les plus grandes sources d'approvisionnement du secteur avicole en RDC sont l'Ukraine et le Brésil, à travers les sociétés Socimex et Congo futur. Pour l'heure, il est difficile d'estimer la quantité importée par chacune de ces sociétés, faute d'un service approprié pour fournir les statistiques.

L.E.

PROCESSUS ÉLECTORAL

Controverse autour des élections provinciales

Les avis sont partagés tant au niveau du mode de scrutin que de la priorité qu'il faut accorder aux provinciales plutôt qu'aux locales.

Le discours du chef de l'État ne cesse de susciter des réactions au sein de l'opinion congolaise. Les analyses et critiques concernent essentiellement la concrétisation des différents engagements pris par le président Joseph Kabila vis-à-vis du peuple et les aspects politiques, économiques et électoraux du discours. La mise en place du gouvernement de cohésion nationale domine certes les débats mais l'organisation des élections ne laissent pas moins indifférentes les formations politiques. « *S'agissant des élections, je recommande à la Céni (Commission électorale nationale indépendante) d'envisager, dès ce jour, la présentation au Parlement, dans le meilleur délai, du calendrier électoral et de poursuivre le cycle électoral en vue de procéder avec diligence, à l'organisation des élections locales, municipales, provinciales et sénatoriales* », a dit le

président de la République. À cet effet, le Mouvement de libération du Congo (MLC) estime qu'il est préférable de poursuivre le processus en cours en organisant d'abord les provinciales afin de mettre un terme au long mandat des députés provinciaux et sénateurs. Les locales devraient alors intervenir à la fin du cycle électoral débuté en 2011.

La réaction du MLC relève, par ailleurs, l'avantage pour le législateur d'opter pour un scrutin direct en vue des élections provinciales, des sénatoriales et celles des gouverneurs des provinces. Cela aura le mérite de crédibiliser le processus et mettrait fin à la corruption et au monnayage des postes. Dans son discours, le chef de l'État avait invité les deux chambres du Parlement ainsi que le gouvernement d'entrevoir les modalités pratiques d'organiser les élections provinciales au suffrage universel indirect, afin de minimiser le coût des opérations électorales.

La Coalition pour le vrai dialogue (CVD) relève que chercher à faire élire les députés provin-

ciaux au scrutin indirect sacrifierait le principe de la décentralisation adopté par le peuple au référendum de décembre 2005 et couperait les attaches directes devant exister entre les élus provinciaux et la population qu'ils sont censés représenter. « *La CVD tire la sonnette d'alarme et invite le peuple congolais à protéger sa Constitution jusqu'à ce que M. Kabila quitte le pouvoir en 2016* », a déclaré le leader de cette plate-forme politique, Bertrand Ewanga.

Par contre la CVD se prononce, par rapport à la réforme de la loi électorale, pour le scrutin au suffrage universel direct tant pour les députés provinciaux, les sénateurs que pour les gouverneurs des provinces. Ceci pour donner à tous les élus une base de légitimité suffisante et éviter que des personnes viennent siéger dans les institutions à la faveur de l'âge, après avoir recueilli une seule voix ou après avoir acheté, à coup des billets de dollars, un nombre bien calculé des voix.

Jeannot Kayuba

ACTIVITÉ FORESTIÈRE

Le Trésor public n'aurait collecté que 10% des revenus du secteur en 2012

L'organisation britannique Global Witness a publié, le 28 octobre, une nouvelle enquête faisant état des « *pertes massives causées par l'évasion fiscale et la pléthore d'arrangements fiscaux illégaux* ».

Dans son rapport intitulé « *Les forêts de RDC victimes d'une grande braderie; évasion fiscale arrangements illégaux: 90% des taxes absentes des caisses publiques* », l'organisation a fait état de pertes de l'ordre de 90% en 2012. Cette estimation est tirée des dispositions de la loi en vigueur en RDC, a-t-elle confirmé. Au regard de la loi congolaise, Global Witness a rappelé l'obligation faite aux compagnies forestières de s'acquitter d'une taxe sur la superficie fixée à 0,50 dollars américains par hectare. Selon elle, il faut comprendre qu'il s'agit déjà d'un montant « *extrêmement faible et malgré cela, non acquitté* ».

Cette investigation a permis à Global Witness d'aller plus loin, en présentant même une estimation chiffrée des pertes enregistrées par l'État congolais. « *Entre 2011 et 2012, les compagnies forestières ont privé les populations congolaises d'un revenu de 11 millions de dollars américains* ». Et ceci n'est que le début des abus, a lancé l'analyste

spécialisé en politique forestière de l'organisation, Reiner Tegtmeyer. Ce dernier a insisté sur les conséquences socioéconomiques inévitables car, a-t-il affirmé, des millions de Congolais dépendent de ces richesses précieuses pour leur survie. Il y va aussi, a-t-il ajouté, de l'équilibre de la planète. Enfin, il a appelé aussi à « *une révision profonde du modèle industriel de concession des forêts tropicales* ». Le rapport a pointé un doigt accusateur en direction des agents du ministère en charge des forêts. Ceux-ci auraient facilité l'évasion fiscale et les arrangements illégaux en autorisant l'industrie forestière à contourner les lois congolaises. Au-delà du manque à gagner pour l'État, les populations riveraines sont privées des retombées économiques et financières concrètes, en contrepartie de l'abattage de leurs forêts. En effet, l'action de ces populations sur les forêts congolaises est plus dévastatrice que l'exploitation industrielle. D'où l'intérêt porté sur l'effectivité de cette contrepartie pour éviter une recrudescence de l'exploitation sauvage. Or, a noté l'organisation, des décennies de faible gouvernance et de législation inadéquates ont permis aux com-

pagnies forestières d'exploiter les forêts, sans aucun impact sur les communautés.

« *La RDC est le deuxième pays forestier au monde et abrite 40 millions de personnes qui dépendent de ces forêts pour générer des revenus, s'alimenter, construire des matériaux et pour leur santé* ». Sur un ton critique, Reiner Tegtmeyer s'est dit préoccupé par la corruption et les pratiques de mauvaise gestion. Ces deux fléaux permettent aux exploitants de contourner les paiements déjà très bas. « *Tout est fait à la faveur des exploitants. Le gouvernement et les bailleurs de fonds se doivent de réagir, confirmant le fait que l'industrie forestière à grande échelle n'est pas la solution pour répondre aux besoins de développement du pays* ». L'idéal serait aujourd'hui de réfléchir sur d'autres modèles alternatifs de gestion des forêts qui associent de manière directe les communautés forestières et la société civile. Mais bien entendu, tout devra être fait dans le strict respect de la préservation des forêts et de sa biodiversité. Il faut aujourd'hui expérimenter d'autres modèles durables de développement.

Laurent Essolomwa

CEFA / MONKOLE

Distribution des matériels et réactifs de laboratoire à 40 centres de santé

Les bénéficiaires de ce don sont localisés dans les quatre zones de santé ci-après : Selembao, Ngaba, Mont Ngafula I et II dans la ville-province de Kinshasa.

Grâce au partenariat établi avec l'ONG belge ACTEC un métier pour tous avec l'appui financier de la Direction générale à la coopération et au développement (DGD), le Centre de formation et d'appui sanitaire (Cefa) associé au centre hospitalier Monkole ont mis sur pied, en 2008, un projet pilote dénommé "Travaux pratiques de laboratoire". L'objectif de ce projet est donc de renforcer les capacités des techniciens de laboratoire, des infirmiers polyvalents, des médecins biologistes ainsi que les étudiants en techniques de laboratoire par la mise en œuvre du programme de formation professionnelle continue. Loin de se limiter seulement en formation, le Cefa estime qu'il faudrait aussi suivre, évaluer et appuyer les personnels formés non seulement pour les rendre performants, mais aussi pour un meilleur rendement dans l'exercice de leur travail. C'est dans ce cadre qu'une équipe du Cefa est descendu, le 26 octobre, pour appuyer les personnes formées en



Le directeur du Cefa, Bonheur Kasiama remettant des réactifs de laboratoire au médecin-directeur de l'HGR Makala, Dr André Justin Mpombolite

matériels et réactifs de laboratoire. Première étape de leur descente de terrain, c'est dans la zone de santé de Selembao, précisément à l'hôpital général de référence de Makala, ex-Sanatorium, qui est le premier bénéficiaire de ce projet.

Sur place, le directeur du Cefa, Bonheur Kasiama, a remis officiellement ce kit au médecin directeur de cette structure médi-

cale, le Dr André Justin Mpombolite. Il est composé des boîtes de lames porte-objet, des boîtes de lamelles porte-objet, du test rapide du paludisme, la pipette à Westergren, le bloc comparateur de Sahil ainsi que de la solution de Giemsa mère. Le bénéficiaire a exprimé sa reconnaissance auprès du Cefa /Monkole pour son geste qui n'est d'ailleurs pas le premier, en émettant le vœu de

voir ce genre d'activités se poursuivre, a souligné le médecin-directeur de l'hôpital général de référence de Makala.

La deuxième étape est la descente au bureau central de la zone de santé de Mont Ngafula II où l'équipe du Cefa/Monkole est allé à la rencontre du médecin-chef de zone, Dr Édouard Bolamba. L'occasion pour le Cefa de lui tenir informé et de lui remet-

tre la liste des matériels et réactifs à remettre aux vingt-sept centres de santé bénéficiaires se trouvant dans sa juridiction. Par la même occasion, Bonheur Kasiama a aussi remis officiellement un kit de ce don au numéro un de la zone de santé de Mont Ngafula II.

« Par rapport à la continuité de la formation, nous sommes venus pour suivre et évaluer pour voir l'impact de la formation sur le terrain. Nous ne nous arrêtons pas seulement là, nous les appuyons en matériels. Car, en formant, on se rend compte que les personnels ne mettent pas en pratique les connaissances acquises par manque de matériels appropriés », a déclaré Mme Alice Bajangibabo du Cefa/Monkole.

Cadre professionnel et technique pour les acteurs du monde médical, le Cefa organise des conférences, des séminaires, des tables rondes et des enseignements post universitaires dans le cadre de sa mission qui consiste à concourir à la formation continue des professionnels de la santé et d'appuyer les institutions de santé.

Gypsie Oïssa Tambwe

PARC DES VIRUNGA

Le gouvernement britannique s'oppose à l'exploration pétrolière

La position, qui rejoint celles de WWF, d'autres ONG, des communautés locales et des humanitaires, a été clairement exprimée dans une réponse écrite aux préoccupations du Parlement de Sa Majesté.

Plus d'un demi-million de personnes ont rejoint le WWF et demandent que le parc national des Virunga soit protégé des impacts causés par les explorations pétrolières. À ce jour, il est clair et net que le gouvernement britannique - après de qui une plainte a été déposée contre Soco s'oppose également aux explorations pétrolières de cette société dans le plus ancien parc national d'Afrique.

Le sous-secrétaire d'État parlementaire pour les Affaires étrangères et du Commonwealth, Mark Simmonds, a, en effet, rappelé, la semaine dernière, que le gouvernement britannique était contre les activités pétrolières de la société pétrolière Soco dans la zone du Parc des Virunga. C'était dans une réponse écrite à la question posée par un membre du Parlement britannique.

Dans cette réaction, Mark Simmonds a reconnu que le parc est un site inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco comme étant en danger, avant d'ajouter également que les diplomates britanniques en RDC avaient averti les autorités congolaises de la position du Royaume Uni. « L'ambassade britannique à Kinshasa a soulevé la question de l'exploration pétrolière dans le parc des Virunga à différents niveaux du gouvernement de la RDC et nous avons été très clair sur le fait



Une action menée contre l'exploration pétrolière dans les Virunga/ crédits WWF que nous nous opposons à une telle activité », a-t-il expliqué.

Une plainte auprès du gouvernement britannique

Les inquiétudes exprimées par des groupes humanitaires, des écologistes et des communautés locales n'ont pas empêché Soco de progresser dans sa démarche d'exploration pétrolière au sein des Virunga.

Cette détermination a conduit le WWF à déposer, le 7 octobre, une plainte officielle auprès du gouvernement britannique arguant que les activités de la société Soco, en RDC, violent les droits humains et les normes environnementales. Les preuves présentées lors de ce dépôt de plainte comprennent des rapports de détentions illégales, d'intimidations et de menaces à l'encontre des militants

anti-pétrole. « Soco a ignoré les bonnes pratiques que doivent respecter les entreprises en bafouant les dispositions des traités internationaux qui visent à protéger la valeur universelle et exceptionnelle de ce site classé au patrimoine mondial », a déclaré le directeur exécutif de la conservation du WWF International, Lasse Gustavsson. À l'en croire, « ce n'est pas comme cela que se comporte une entreprise responsable. Virunga n'est pas un lieu pour une compagnie pétrolière et la société Soco doit partir maintenant ».

Ce site du patrimoine mondial, a rappelé WWF dans un communiqué du 23 octobre, abrite des espèces menacées d'extinction et fournit du poisson et de l'eau douce à plus de cinquante mille riverains.

Lucien Dianzena

KINSHASA- KATANGA

Organisation des journées locales de vaccination

Le programme élargi de vaccination (PEV) apprend que du 31 octobre au 2 novembre, les enfants de ces deux provinces âgés de moins de 5 ans vont être vaccinés contre la poliomyélite.

Au cours de ces journées qu'organise le ministère de la Santé publique par le biais du PEV avec l'appui de l'Unicef, plus de quatre millions d'enfants sont attendus. La stratégie arrêtée est celle dite de porte-à-porte pour atteindre tous les enfants même ceux qui vivent dans les coins les plus reculés. Les vaccinateurs passeront donc de maison en maison pour administrer aux enfants les deux gouttes de vaccin polio oral.

C'est depuis 2011 que la RDC ne fait plus partie de la liste noire des pays

où circulent le polio virus sauvage. Ce qui revient à dire qu'il ya aujourd'hui près de deux ans qu'aucun cas de polio n'a été enregistré. Pour maintenir cet élan, il est prévu des campagnes de vaccination pour empêcher l'introduction du virus car l'on se souviendra qu'en 2005, le pays avait interrompu la circulation du polio virus sauvage mais suite aux mouvements de déplacements de population, la polio sera réintroduite à partir de l'Angola.

Comme le pays vient de réitérer cet exploit, il est donc capital de renforcer la surveillance pour éradiquer totalement cette maladie invalidante de l'enfance du territoire national. Et le seul moyen pour éliminer cette maladie demeure la vaccination



Les vaccinateurs administrant deux gouttes de vaccin polio oral aux enfants

parce qu'il n'y a pas de traitement curatif. Le vaccin antipoliomyélique, administré à plusieurs reprises, confère à l'enfant une protection à vie. C'est pourquoi il est conseillé aux parents de faire vacciner leurs enfants. Les deux gouttes de vaccin polio oral suffisent pour que l'enfant soit à l'abri de cette maladie.

Aline Nzuzi

DIVISION 1

Les trois premiers points de Mazembe, V.Club, DCMP et Nika

La première journée du championnat national de football -Division 1- pour la saison 2013-2014 a vécu, le 27 octobre, dans sept stades du pays. Et l'on note déjà les trois premiers points glanés par quatre clubs.

Au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le TP Mazembe, champion du Congo en titre, a marché sur Tout capable Elima de Matadi par six buts à zéro, dans le groupe A. Au cours de ce match, le milieu international Rainford Kalaba a signé un triplé et les trois autres buts des Corbeaux ont été les œuvres du Ghanéen Gladson Awako, des Maliens Cheibane Traoré et Ousmane Cissé. Les joueurs de Patrice Carteron ont donc dominé les Monstres qui sont encore en reconstruction avec l'arrivée du coach Daouda Lupemba.

Au stade des Jeunes de la commune de Katoka à Kananga, le club local de l'US Tshinkunku a courbé l'échine face à V.Club par un but à trois dans le groupe B. Le meilleur buteur de la saison passée, Taggy Etekiana Agiti a été auteur d'un doublé alors que



Mazembe

Kazadi Kasengo a inscrit le troisième but des Dauphins noirs de Kinshasa. Les Sanga Bilembi du Kasai occidental ont quand même pu sauver l'honneur. Les poulains de l'entraîneur Florent Ibenge ont donc réussi leur première sortie.

Et au stade des Martyrs à Kinshasa, le Malien Mohamed Ndiaye a permis au Daring Club Motema Pembe (DCMP) d'arracher les trois points de la victoire (1-0) sur une formation de Rojolu assez bien tactiquement, respectant les consignes du coach

Lokose Epangala. C'était, somme toute, une mission accomplie pour les joueurs de Médard Lusadusu qui glanent les trois points de la victoire. La quatrième victoire de la première journée est à mettre à l'actif de l'AS Nika de Kisangani, vainqueur du FC MK de Kinshasa par un but à zéro au stade Lumumba de Kisangani, une réalisation de Mayele Odia en première période.

Trois matches à égalité

Trois matches se sont soldés par des scores de parité. Au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi, Sanga Balende a été tenu en échec par Lubumbashi Sport du Katanga. Ilunga a d'ailleurs ouvert la marque pour Lubumbashi Sport et Kitenge a égalisé pour Sanga Balende vers la fin de la partie. Dans l'autre match disputé au stade Lumumba de Kisangani, le CS Makiso de Kisangani a été accroché par Dauphins noirs de Goma par un but partout. Denis Likwala a ouvert la marque pour l'équipe locale de Makiso avant qu'Eustache Kambale n'égalise en première période pour le club venu du Nord-Kivu. Enfin, l'OC Muungano a fait match à égalité avec



V.Club

Shark XI FC de Kinshasa au stade de la Concorde de Bukavu au Sud-Kivu. Le huitième rencontre de la première journée est programmé pour le

suivi de Nika (3 points), Dauphins noirs (1 point), Makiso (1 point), et FC MK (0 point) et Elima (0 point). L'on attend donc la rencontre entre



Nika

30 octobre au stade Frédéric Kibasa Maliba de Lubumbashi entre le FC Saint-Éloi Lupopo et le CS Don Bosco, deux clubs de la capitale congolaise du cuivre.

Classement

Au classement dans le groupe A, Mazembe a pris les rênes avec 3 points,

Lupopo et Don Bosco. Dans le groupe B, V.Club prend la première position (3 points), suivi du DCMP (3 points), Shark XI FC (1 point) et Muungano (1 point), Lubumbashi Sport (1 point), Sanga Balende (0 point), Rojolu (0 point) et Tshinkunku (0 point).

Martin Enyimo



DCMP

HÔPITAL DU CINQUANTENAIRE

L'établissement ouvre bientôt ses portes

Au cours d'une cérémonie modeste et courte mais riche en signification qui augure l'ouverture prochaine de l'hôpital du cinquantenaire, le conseiller du ministre de la Santé publique en charge du partenariat et de l'hôpital du Cinquantenaire, le Dr Edmond Magazani Kambale, a remis le 26 octobre les clés de cet hôpital au représentant du groupe Padiyath Health Care, le Dr Hazeeb Rhaman.

La cérémonie de remise des clés s'est déroulée au hall de cet hôpital en présence du secrétaire général à la Santé publique, le Dr Pascal Mukengashay Kupa, des conseillers du ministre et des directeurs des programmes centraux du ministère de la Santé publique.

La gestion de cet hôpital du niveau tertiaire a été confiée au groupe indien Padiyath health Care. "Avec la cérémonie de remise des clés au gestionnaire, soutient le Dr Edmond Magazani Kambale, l'ouverture de cette grande formation médicale n'est plus pour longtemps".

« Il reste quelques étapes dont le contre inventaire des équipements et du matériel par le gestionnaire; le démarrage des appareils avec les fournisseurs; l'installation du logiciel de gestion; la publication des résultats des tests du recrutement; la convocation progressive du personnel retenu en fonction de l'ouverture programmée des services avec un délai probatoire de trois mois par le gestionnaire », explique-t-il.

De son côté, le directeur général de l'Agence congolaise de grands travaux, Charles Médard Ilunga, qui a représenté le ministre de l'Aménagement du territoire, urbanisme, habitat, infrastructure, travaux publics et reconstruction, a décrit les différents services que comprend cet hôpital à vocation nationale et sous-régionale tout en soulignant l'importance de former les médecins aux techniques actuelles de médecine et les ingénieurs aux techniques de maintenance.

Aline Nzuzi

FOOTBALL-TRANSFERT

Arsenal prêt à offrir 8 millions d'euros pour Mulumbu

Le capitaine des Léopards de la RDC est convoité par Arsène Wenger selon le Daily Mirror, afin de renforcer son milieu de terrain où l'on retrouve déjà le meneur de jeu allemand Özil et le Français Flamini.

Le milieu international congolais de West Bromwich Albion, You-



Youssouf Mulumbu

souf Mulumbu, intéresse le manager d'Arsenal, Arsène Wenger. Selon le Daily Mirror, ce dernier serait prêt à débours 8 millions d'euros au prochain mercato (période de transfert) pour engager l'ancien joueur de Paris Saint-Germain (formé au camps des Loges) et passé par Amiens en L2 Française.

Le volume de jeu du Congolais de 26 ans -lié West Bromwich Albion depuis 2008 lorsqu'il quittait la France- a tapé dans l'œil du technicien français des Gunners.

Si ce transfert venait à être conclu, Youssouf Mulumbu viendrait renforcer le milieu de ter-

rain d'Arsenal déjà pourvu du meneur de jeu allemand Mezut Özil et du français Matthieu Flamini. Mulumbu avait été désigné joueur du club lors de sa deuxième saison à West Bromwich et depuis, il est la plaque tournante des Baggies. Après cinq ans à West Bromwich Albion, Youssouf Mulumbu pourrait finalement prendre la direction d'Arsenal de Londres au mercato d'hiver.

Actuellement leader de la Premier League (D1 Anglaise) après neuf journées, les Gunners ne pistent pas seulement Mulumbu. Le Daily Mirror cite le Français Karim Benzema en mal de but au Real Madrid, le Belge de souche congolaise Christian Benteke (22 ans) d' Aston Villa, le Grec Konstantinos Mitroglou d'Olympiakos de Pirée et le Brésilien Alexandre Pato actuellement à Corinthians au Brésil après un passage remarqué entre 2008 et 2013 au Milan AC.

M.E.

FÉDÉRATIONS SPORTIVES NATIONALES

Élections le 17 novembre

Les élections des Fédérations de boxe, d'athlétisme et de handball ayant été annulées, un nouveau scrutin est organisé avec davantage de candidats.

Le comité préparatoire de ces élections procédera à l'identification du corps électoral du 28 octobre au 2 novembre en vue de son amélioration. L'ouverture et la réception des candidatures se feront du 4 au 9 novembre. Du 11 au 14 novembre, le comité préparatoire examinera et validera les candidatures. Les assemblées générales électives se tiendront alors le 17 novembre 2013 pour les trois fédérations concernées. Le scrutin ne concerne pas uniquement la présidence des différentes fédérations, mais également tous les postes des bureaux des fédérations. Avec l'organisation de ces nouvelles élections, la liste des prétendants va, sans nul doute, s'allonger. Ainsi, en boxe, il y aura certainement d'autres candidats que Patrice Libali et Marie Magloire Dambédzet à briguer la présidence. En athlétisme, Mouna Sembe pourrait ne pas être l'unique challenger d'Emmanuel Mpio. Pareil en handball où d'autres noms pourraient s'ajouter à ceux d'Henri Joseph Para, de Benjamin Mankou et d'Antoine Bisseyou qui s'étaient mesurés lors du premier scrutin. C'est donc à l'issue des dépôts de candidatures que l'on connaîtra les postulants additionnels aux différents postes. En rappel, les premières élections de ces fédérations avaient été annulées par la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) pour de multiples raisons. En handball, Henri Joseph Para n'avait pas reçu quitus du commissariat aux comptes. La contestation du camp adverse incarné par Benjamin Mankou ne s'était pas fait attendre et l'élection avait été annulée. En boxe, le candidat Patrice Libali ne réunissait pas les critères pour être candidat selon son concurrent Marie Magloire Dambédzet, qui avait quitté la salle où se tenait l'assemblée générale élective. Pourtant, les travaux s'étaient poursuivis jusqu'à l'élection de Patrice Libali. Marie Magloire Dambédzet a fini par obtenir l'annulation de cette élection après avoir saisi la CCAS. En athlétisme, le président sortant Emmanuel Mpio avait également relevé des irrégularités. C'est à l'issue des élections du 17 novembre que les fédérations débiteront réellement leur olympiade. Le comité préparatoire a pris toutes les mesures pour que la transparence soit au rendez-vous afin d'éviter d'autres contestations.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

Les Diables noirs ne lâchent rien

Les Diablotins se sont imposés 2-1, le 27 octobre, au stade Alphonse-Massamba-Débat, devant les Aiglons, lors du choc au sommet comptant pour la 31e journée de la compétition.

Cependant cette victoire des Diables noirs ne change rien au classement provisoire d'autant plus que, la veille, les Fauves du Niari avaient dicté leur loi à Pointe-Noire devant l'Association sportive Ponténegrine (ASP), 2-0. Elle relance l'enjeu de la rencontre du 3 novembre au cours de laquelle les Diablotins iront défier, à Dolisie, les Fauves du Niari. Ce sont les deux équipes qui disputent le titre à trois journées de la fin de la compétition.

Placées au coude à coude, elles ne peuvent plus être rattrapées par leurs poursuivants, notamment le FC Kondzo, Cara ou encore l'AS Cheminots. Depuis que l'écart des points qui les séparait a été réduit, les deux concurrents volent de victoire en victoire et se surveillent de près. Les Diablotins ont fait broyer du noir aux Aiglons lors d'une rencontre qu'ils avaient pourtant mal entamée, notamment avec la sortie sur blessure de Bersyl Obassi, le buteur maison. Le Club athlétique Renaissance Aiglon (Cara) prenait un départ de rêve en ouvrant le

score dès la 24e minute par l'entremise d'Amour Loussoukou.

Les Aiglons ont ensuite failli voir le match plié dès la première mi-temps pour n'avoir pas su exploiter les multiples occasions qu'ils s'étaient procurées pendant qu'ils menaient au score. Ce manque d'efficacité devant les buts a fini par payer cash puisque dès la 49e minute, Kangou profitait d'une hésitation du défenseur aiglon pour loger le ballon dans la lucarne. Hardy Binguila a permis à son équipe de prendre l'avantage à la 63e minute. Les Aiglons réagissaient dans la foulée pour rétablir l'équilibre : malheureusement pour eux, ils n'ont connu aucune réussite devant les buts. En prenant sa revanche sur l'équipe qui l'avait battue à l'aller sur le même score, la formation des Diables noirs (71 points) a répondu aux Léopards de Dolisie, l'actuel leader du championnat avec 72 points qui a un match de retard par rapport à son concurrent.

Lors de cette 31e journée, les Fauves du Niari ont battu l'ASP, le 26 octobre au stade municipal de Pointe-Noire. Rudy Guelord Bebhey Ndey a été le bourreau de l'ASP. Son doublé lui permet de mener le peloton de buteur avec 20

buts. Les Aiglons, quant à eux, ont une fois de plus échoué dans leur mission de réduire l'écart qui les séparait du FC Kondzo. Cette équipe, troisième au classement provisoire, a été accrochée le 26 octobre au stade Alphonse-Massamba-Débat par Cuvette FC sur un score de 1-1. Bahindoula a ouvert le score à la 41e minute pour l'équipe d'Owando. Christ Bakaki a égalisé à la 69e minute avant que Kabangou ne manque la balle de match en toute fin de la rencontre. Le FC Kondzo se maintient à la 3e place avec 56 points à quatre longueurs de Cara.

L'Étoile du Congo s'est ressaisie après avoir subi deux défaites d'affilée. Les Stelliens ont dominé Patronage Sainte-Anne sur un score de 3-0. Odjani a ouvert le score à la 27e minute sur coup franc. Renauld Gildas Ockakas a doublé la mise à la 76e minute avant que Karim David n'inscrive le troisième but à la 87e minute. L'AS Cheminots renoue également avec le succès. Les Cheminots ont battu, au stade municipal, Munisport 3-2 pendant que le FC Bilombé confirme sa bonne fin de saison devant La Mancha. Le FC Bilombé s'est imposé 2-1 devant son adversaire.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Coupes d'Europe

Ligue des champions, 3e journée, groupe C

Bon coup de l'Olympiakos, qui rapporte un point de Benfica (1-1), après avoir frôlé le hold-up. Les Grecs ont ouvert le score à Lisbonne, qui a égalisé à la 89e. Remplaçant, Delvin Ndinga est entré à la 56e, pour aider à conserver la courte avance grecque. Auteur d'un tir et de trois interventions défensives. Dans ce groupe C dominé de la tête et des épaules par le PSG d'Ibrahimovic, l'Olympiakos, qui n'a reçu qu'une seule fois lors des matchs aller, est deuxième, à égalité de points avec son hôte du jour (4 pts).

Ligue des champions, 3e journée, groupe H

Le Celtic de Glasgow marque ses premiers points de la saison lors de la réception de l'Ajax d'Amsterdam (2-1). Sans Steven Mouyokolo, convalescent, le champion d'Écosse revient à deux points du Milan AC, second, et à quatre longueurs du Barça, leader du groupe.

Ligue Europa, 3e journée, groupe H

Dzon Delarge, titulaire et remplacé à la 79e, et le Slovan Liberec passent très près du coup parfait. La formation tchèque a ouvert le score à la 20e minute face aux Andalous du FC Séville, qui n'ont égalisé qu'à la 88e, après l'expulsion préalable du gardien du Slovan (78e). C'est finalement un score nul 1-1 qui conclut ce match, qui laisse Liberec à la deuxième place du groupe, avec 4 points. Mais les Tchèques ont déjà joué deux fois à domicile et se déplaceront donc à deux reprises lors trois prochains matchs, dont le prochain, à Séville, le 7 novembre.

Ligue Europa, 3e journée, groupe I

Titulaire au poste de milieu gauche dans le 4-4-2 du Vitoria Guimaraes, en déplacement chez le Betis Seville, Chris Malonga a allumé la première mèche, mais ne cadre pas sa reprise du gauche à la première minute. Une nouvelle tentative à la 26e, cadrée cette fois-ci, mais sans succès.

Remplacé à la 62e, alors que le Betis menait 1-0, ce qui sera le score final. Avec 4 points, la formation portugaise est 3e du groupe, à une longueur du Betis et de Lyon. Lors de la 4e journée, Guimaraes recevra les Andalous, le 7 novembre.

Camille Delourme

COUPE DE LA CÉMAC ET CHAN

Le programme de préparation des Diables rouges dévoilé

Une mise au vert aura lieu simultanément à Pointe-Noire et à Brazzaville avant le regroupement définitif à Ignyé, dans le département du Pool, le 21 novembre.

Les Diables rouges évoluant à Dolisie et à Pointe-Noire, présélectionnés pour la Coupe de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) ainsi que pour le Championnat d'Afrique des Nations (Chan), auront deux séances d'entraînement le 4 novembre au stade municipal de la ville océane. Les joueurs évoluant dans les clubs de Brazzaville, par ailleurs, amorceront les entraînements le 5 novembre. Le 11 du même mois, une séance d'entraînement simultanée aura lieu à Pointe-Noire et à Brazzaville. Le regroupement définitif se fera le 21 novembre à Ignyé, dans le département du Pool.

Liste des joueurs présélectionnés Le gros des joueurs retenus pour la campagne de la Coupe de la Cémac et du Chan vient de l'AC Léopards de Dolisie et de Diables noirs, soit douze joueurs pour la première équipe et six pour la seconde. Ainsi, dans l'effectif des Fauves du Niari, le staff technique de l'équipe

nationale a retenu Gildas Mouyabi, Dimitri Bissiki Magnokélé, Ulrich Nzamba Mombo, Herman Nkodia, Preston Herman Lakolo, Chardin Foutou Madila, Junior Makiesse, Rudy Guelord Bebhey Ndey, Boris

Nzila Pavel et Moïse Nkounkou qui ont été retenus. Cara sera représenté par Garcia Nkounka. Wilfried Mougondza de la Jeunesse sportive de Talangaï figure également sur la liste des présélectionnés. Pour Patronage Sainte-Anne, c'est Sylver Ngavoula qui est présélectionné. Les clubs de Pointe-Noire sont également représentés dans l'ossature de cette équipe, puisque Pierre Makaya de l'AS Cheminots, Ngoma Tchibota de La Mancha et Deldi Ngoyi de Nico Nicoyé sont convoqués. Le public sportif national se pose des questions sur l'absence de Gedson Baleketa de Cara, troisième meilleur buteur championnat congolais avec 16 buts, derrière Rudy Guelord Bebhey Ndey (20 buts) et Lorry Nkolo (17buts).

En rappel, la Coupe de la Cémac se disputera du 9 au 21 décembre. Les Diables rouges sont logés dans le groupe B. Ils ont pour adversaires le Tchad et la République centrafricaine. Pour le Chan, qui se disputera en Afrique du Sud du 11 janvier au 1er février 2014, les Diables rouges partagent le même groupe que le Ghana, la Lybie et l'Éthiopie.

R.N.M.

